

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 161 - VENDREDI 30 NOVEMBRE 2012

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Présidence de l'UMP, Hortefeux récidive !
"Quand il y en a un, ça va.
C'est quand il y en a plusieurs
qu'il y a des problèmes."

AGENDA MILITANT

→ 30 novembre - 1^{er} décembre
Aubagne [Les saisonniers en forum](#)

→ 1^{er} décembre
Bobigny [Une politique pour l'emploi,
pas pour la finance](#)

→ 2 décembre
Paris [Rendez-vous avec Arcelor-Mittal !](#)

→ 5 décembre
Grigny [Rencontre des villes et quartiers populaires](#)

→ 6 décembre
Chartres de Bretagne [Apéritif solidaire
avec les salarié-e-s de PSA](#)
Amiens/Lille [Penser l'État
avec Pierre Bourdieu](#)

→ 7 décembre
Seine-Saint-Denis [Les mots pour dire -
Violences faites aux femmes](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Féminisme**
[Le manifeste des 313
"je déclare avoir été violée"](#)

→ **Écologie**
[N.D.d.L., On lâche rien, par nos lecteurs](#)

→ **Initiatives**
[Fralib, la lutte continue - L'avenir c'est Scop T.I.](#)

Contre la collusion public-privé : la force des lucides

Le clan des bétonneurs se fissure. Côté UMP PS rien - sauf l'offre de J-M Ayrault de temporiser - : ne rien négocier tandis que les forces de l'ordre continuent de tabasser. Côté PCF, Pierre Laurent s'effarouche soudain de la nature du projet : un partenariat public privé, montage de l'ère Sarko qui met l'argent public au service du méga groupe financier Vinci. Un petit, très petit début de lucidité, car c'est la nature même du projet qui en est la véritable justification.

Aucun des arguments des tenants de l'aéroport ne résiste à la raison. Ce projet s'élaborait Il y a quarante ans. On imaginait alors une augmentation considérable des flux, confondant voyageurs et avions. En 2003, le brain-trust de J.M. Ayrault tablait sur 80 à 100 000 mouvements d'avions pour 2010. On en compte 40 000 en 2012, moins qu'en 2000. De surcroît les avions sont aujourd'hui moins bruyants, et mieux remplis, décuplant le nombre de voyageurs, pas le nombre de passages, ni de nuisances.

Le vice-président PCF de la Région, G. Bontemps, samedi à la fête de *L'Humanité* Bretagne, éclairait les mobiles du projet : la région n'a pas les moyens de cette ambition. Pour rassembler ces sommes colossales, il fallait promettre à Vinci, via le partenariat public privé, un juteux retour sur investissement.

Lucidité ? Oui, totalement du côté des citoyens engagés à barrer ce projet pharaonique, inutile et dangereux. Ils sont nombreux, extrêmement divers. C'est la force des lucides !

- Avec les pionniers de l'ACIPA (1), ils proclament l'urgence de la mutation écologique contre la vérification des terres cultivables.

- Soucieux de l'équilibre des territoires, ils refusent la désertification du centre Bretagne que provoquerait la polarisation autour de NDdL.

- Échaudés, ils n'échangent plus travail créateur, développements d'avenir contre emploi précaire et volatil.

- Front de Gauche, Libertaires, écolos de la première heure... encartés ou pas, ils sont de toutes les couleurs de la gauche alternative et associative, certains même d'EELV, du PCF et du PS n'en font qu'à leur tête et à leur cœur ...

Il faut gagner à NDdL parce que cette lutte indique une sortie des politiques libérales destructrices de la planète et des hommes, ici, à Madrid, à Athènes, à Rome, à Lisbonne...

● Catherine Destom-Bottin



(1) Association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport : acipa.free.fr

Un parfum d'enterrement du vieux monde politique



Rien ne va plus en politique ? C'est en tous cas le sentiment que peuvent donner, parfois jusqu'à la nausée, la crise de l'UMP, les abandons socialistes et les contradictions écologistes, comme si le système politique était en bout de course. D'ailleurs, comment interpréter le (quasi) silence des partis de gauche face aux déboires de l'UMP ? Faut-il y voir une pudeur polie devant des conflits aux proportions inattendues ? Ou s'agit-il d'un véritable malaise parce qu'en fin de compte, mis à part les spécificités de chaque force politique et sans nier bien sûr leurs différences et leurs oppositions, cette crise-là concerne tous les partis ? Ainsi, on lit dans *L'Humanité* : « Sans forcément vouloir, comme l'a exprimé la semaine passée la porte-parole du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem, une "opposition constructive", requinquée, tous ont intérêt à une sortie de crise qui grandisse la politique. » Ne serait-il pas surtout nécessaire de changer de République ? En apparence, il n'y a pas grand-chose de commun entre les différentes crises - celle du leadership de la droite, celle du cap austéritaire du gouvernement et du PS, et celle d'EELV, qui n'a pas les moyens de changer des orientations qui ne lui conviennent globalement pas... Et si, au contraire, la situation actuelle pouvait être abordée comme un tout ?

Une crise globale de sens

Ce qui marque plus que jamais l'actualité politique telle qu'elle est médiatisée, c'est la place prise par les questions d'ambitions personnelles et les querelles d'ego, les jeux d'alliances et d'oppositions entre groupes hostiles, ou encore les règlements de compte liés au passé.

Les deux duélistes de l'UMP sont confrontés au même problème : que proposer à la société, après tant d'années de politiques libérales dont l'échec est constaté par tous, ou presque ?

Ces jours-ci, les aventures de l'UMP ressemblent au plus gore des aventures de la famille Borgia, les vrais enjeux stratégiques de la politique papale en moins. Et quand nous ne sommes pas occupés par les derniers communiqués des seconds ou troisièmes couteaux des deux clans en présence, l'actualité est saturée soit par les faits divers et leurs traitements sécuritaires, soit par la course gouvernementale face aux nécessités économiques et sociales. Bref, lorsque les politiques ne sont pas des requins luttant pour leur survie, dans un combat

à mort entre chefs (mort symbolique, mort politique, disparition annoncée ou souhaitée), ils sont des pompiers agissant toujours dans l'urgence, et sans recul. Dans le même sens, les chaînes télévisées d'information, qui se targuent de nombreuses plages horaires dédiées à la confrontation entre spécialistes, ne donnent à voir le plus souvent que des affrontements superficiels, avec pluralisme très limité, c'est-à-dire une absence, sauf exceptions, des pensées critiques.

Le traitement du dossier sur l'avenir de Florange est ainsi centré sur l'opposition entre Laurence Parisot, qui considère que la nationalisation serait un « scandale », et Arnaud Montebourg, en chevalier de la défense de la « production française », courageux mais brouillon. Mais un sujet qui fâche reste pour le moment totalement ignoré : l'État viendrait une fois de plus socialiser les pertes d'une entreprise désireuse de fermer des branches non suffisamment rentables, avant une re-privatisation des bénéfices !

Ces affrontements stériles, ces non-débats, cette course à l'urgence sont un symptôme d'une perte globale de sens. On ne voit plus quels sont les contenus des affrontements et, les uns et les autres étant le nez dans le guidon de la réaction immédiate, aucun cap n'apparaît plus... et des illusions se forment. ●●●

●●● Par exemple, certains ont voulu croire que J.-Fr. Coppé serait un extrémiste tandis que Fr. Fillon serait un modéré. Même *L'Humanité* titre «Fillon tente de repolitiser la guerre des chefs à l'UMP» et annonce que cela «*jette de fait les bases d'une possible recomposition de la droite*». Mais enfin, qui a oublié les politiques mises en oeuvre pendant le quinquennat Sarkozy, sous le gouvernement Fillon ? Et ne voit-on pas chaque jour aux côtés de l'ancien premier ministre le député Ciotti, ce redoutable démagogue libéral et sécuritaire qui s'était révélé pendant la campagne très droitière de Nicolas Sarkozy. A l'UMP, il n'existe pas une ligne UDF et une ligne RPR.

Contrairement à ce que veulent croire les commentateurs les plus médiatiques, la ligne de «fracture morale» (l'expression est à la mode) que certains croient déceler dans le rapport au FN n'est pas essentiellement une différence de stratégie mais une affaire de tactique. En résumé, si Fillon s'est exprimé contre un rapprochement avec le FN, là où Coppé en prépare le terrain, ce n'est pas pour mener des politiques différentes mais par effet d'affichage : l'un pense siphonner les voix de l'extrême droite sans alliance (tel Nicolas Sarkozy en 2007), l'autre pense qu'il faudra en passer par une alliance, ou qu'il faut au moins donner l'impression d'en être capable. Dans les deux cas, la porosité entre l'UMP et le FN est

(pour le moment) moins une question d'alliance électorale qu'un combat dans les têtes, une question idéologique.

Mais, quoi qu'il en soit, les deux duélistes sont en fait confrontés au même problème : que proposer à la société, ●●●

Une fin de régime politique

Lorsqu'un processus électoral ne permet ni de clarifier une ligne politique ni de légitimer le vainqueur, alors c'est le système représentatif qui entre en crise. François Bayrou l'a bien senti qui a comparé la situation actuelle avec la fin de la IV^e République. Autour de la crise de l'UMP plane un air de fin de régime ; un certain régime du politique s'achève dont Nicolas Sarkozy serait l'épilogue.

Cet épilogue coïncide avec la fin de trente ans d'hégémonie idéologique du néolibéralisme, de même que la défaite de Giscard d'Estaing, en 1981, fut l'épilogue politique des «trente glorieuses». C'est à la fois la fin d'un régime dans le sens politico-institutionnel - l'hyperprésidentialisme et l'affaiblissement des contre-pouvoirs, mais aussi l'épuisement d'un certain régime de «croyance» dans le politique, c'est-à-dire le crédit que l'on fait aux hommes et institutions politiques.

(...) En 1979, soit deux ans avant l'arrivée de la gauche au pouvoir, Michel Foucault affirmait qu'«*il n'y a pas de gouvernementalité socialiste autonome*». Selon lui, le socialisme ne pouvait exercer le pouvoir que «*branché sur une rationalité qui n'est pas "socialiste" mais "libérale", voire "néolibérale" et, à ce moment-là, le socialisme et ses formes de rationalité jouent simplement le rôle de contrepoids, de correctif, de palliatif*». François Hollande ne dit pas autre chose. Dans une interview au *Monde* du 1^{er} novembre, il déclarait : «*Je pense que pour la France, c'est mieux que ce soit la gauche qui fasse cette mutation, qu'elle le fasse par la négociation, dans la justice, sans blesser les plus fragiles ni les déconsidérer. Les autres l'auraient fait sans doute, mais brutalement.*» Les socialistes seraient donc porteurs d'une «*mutation*» tempérée. Mais de quelle mutation s'agit-il ? Un «*changement du monde*», a dit le président. C'est vague comme définition.

● Christian Salmon

Extraits de «UMP Tea Party, PS Bartleby», de Christian Salmon, *Le Monde* du 24 novembre 2012.



●●● après tant d'années de politiques libérales dont l'échec est constaté par tous, ou presque ?

Du côté du PS, la crise de sens est aussi manifeste : dans une politique gouvernementale caractérisée par la volonté de coller aux solutions libérales, et par un manque de courage, visible par tous. D'ailleurs, il s'agit presque d'une philosophie politique dans la mesure où, avec des degrés divers, aucun champ de l'action gouvernementale n'échappe à cette frilosité : c'est l'actuelle marque de fabrique de la présidence hollandaise et du pouvoir socialiste. Même Christiane Taubira, qui représente une option de gauche au sein du gouvernement, a récemment entendu le Syndicat de la magistrature lui reprocher de se borner jusqu'à présent à un changement de ton, tandis que les orientations censées réorienter en profondeur la politique judiciaire sont en attente. Et que Manuel Valls domine l'ensemble du gouvernement.

Autre exemple, le ministre de l'Éducation nationale, Vincent Peillon se voit reprocher par le principal syndicat des enseignants du second degré, le SNES

FSU, une critique du même acabit. Frédérique Rolet, sa secrétaire nationale souligne ainsi : « Le nouveau gouver-

La (prétendue) victoire des idées libérales a comme "contrepartie" l'échec des politiques libérales tandis que la victoire électorale des socialistes est "contrebalancée" par la capitulation gouvernementale devant le libéralisme.

nement, contrairement au précédent, a un discours positif sur l'Éducation (...). Mais, passé la bienveillante attente des premiers mois, la patience des collègues s'émousse et le mécontentement grandit. (...) On a le sentiment que le gouvernement n'a pas vraiment tranché

avec la vision de ses prédécesseurs en matière éducative et que la refondation risque surtout de comporter des éléments revus et corrigés de la même veine qu'antérieurement. »(1)

Au total, tout le champ du débat politique est marqué par ce constat : la (prétendue) victoire des idées libérales a comme "contrepartie" l'échec des politiques libérales tandis que la victoire électorale des socialistes est "contrebalancée" par la capitulation gouvernementale devant le libéralisme. Du coup, peut-on parler d'une victoire des libéraux s'ils ne sont plus porteurs d'aucun projet de société ? Et peut-on encore parler de victoire de la gauche si la politique mise en œuvre est droitière ? Reste deux lignes politiques marginalisées médiatiquement : celle du Front national, sur le registre nationaliste, libéral, sécuritaire et xénophobe (avec un libéralisme caché par Marine Le Pen, qui sait qu'il y a là une faiblesse de son programme) ; celle du Front de gauche, engagé dans la construction d'une alternative politique, qui prend beaucoup de temps à devenir une dynamique politique. ●●●

(1) Lire sur cerisesenligne.fr l'entretien publié dans *Cerises* n°159.



●●● Des mots qui signent des abandons

À gauche et à droite, les conflits et les contradictions sémantiques expriment aussi bien la crise de sens que l'impossibilité de renouveler la politique sur les bases actuelles. A propos de la droite, l'essayiste Christian Salmon explique (lire aussi l'encadré) : « De même que l'inflation monétaire ruine la crédibilité d'une monnaie, l'inflation d'histoires détruit à la longue la crédibilité du narrateur politique. C'est ce double phénomène qui explique la défaite de Nicolas Sarkozy. Loin d'en faire l'analyse, l'UMP a mis en scène un conflit d'ambitions, un débat entre deux styles ou deux tempéraments, occultant le profond clivage qui existe entre une droite «décomplexée», nourrie au lait néoconservateur qui flirte parfois avec l'extrémisme du mouvement ultra-conservateur Tea Party, et un gaullisme social désormais hors sol. » Déplaçons le curseur : le gaullisme social est-il seulement «hors sol», ou a-t-il purement et simplement disparu ? Mais s'il a disparu, le «profond clivage» évoqué, entre deux courants, ne structure plus l'idéologie ni la vie politique à droite... et d'une certaine manière, tout à droite est à recons-

truire (pour ceux qui veulent, bien sûr !). Le même auteur, à propos du gouvernement socialiste : « Lorsqu'on examine les déclarations du gouvernement depuis six mois, on constate une oscillation entre deux champs lexicaux très différents qui suggèrent au moins deux lignes narratives : l'appel au «patriotisme économique» et «l'esprit de conquête». Le pre-

L'enjeu pour la gauche d'alternative est de reconstruire un lien de continuité et une cohérence entre les luttes de résistance, la critique des politiques libérales, un horizon politique nouveau et une utopie qui seule ouvre le champ à de nouveaux possibles.

mier de ces récits est un récit de guerre (...). Le second de ces récits, c'est

l'épopée des «inventeurs» qui évoque un nouvel âge industriel dont les héros seraient les ingénieurs, les techniciens, les créateurs... (...) A première vue, on peut penser que la geste guerrière, d'inspiration néolibérale, s'oppose à l'épopée de l'ingéniosité, dans sa version néorooseveltienne. Mais il y a d'autres versions de chacun de ces récits ; ce qui multiplie les combinaisons et les contradictions possibles. (...) Entre tous ces récits, la gauche ne veut pas choisir. Elle est dans la situation du Bartleby de Melville qui répond en toute situation : «Je préférerais ne pas...» Faute de choisir entre ces différentes lignes narratives, la «gauche Bartleby» multiplie les couacs et les équivoques. On ne peut être à la fois Achille et Ulysse, a fortiori Reagan et Roosevelt.. Or ces deux postures cohabitent dans le discours des socialistes. Parfois, c'est l'une qui prend l'ascendant sur l'autre. Parfois, elles se confondent donnant naissance à un hybride affreux. » Plus simplement, ne peut-on constater qu'au-delà des oscillations de langage, il n'y a tout simplement plus de projet socialiste, ni social-démocrate ? Et en définitive, aller au bout de l'analyse des contradictions actuelles du PS ●●●



●●● ne conduit-il pas à constater que le PS abandonne l'intention même de changer les choses ?

Horizon, où es-tu ?

Au-delà de la perte globale de sens et des contradictions qu'elle engendre, un autre élément caractérise globalement le spectre politique : le déficit d'horizon à proposer à la société. Si au moment de la campagne présidentielle a été peu ou prou présente l'idée d'un avenir différent à concrétiser, nous nageons aujourd'hui dans un "réalisme immédiat". La mise en scène permanente de l'urgence, fortement véhiculée par les médias, semble interdire de se projeter. Tout se passe comme si on n'envisageait pas que les citoyens soient capables d'entendre parler d'avenir et de concevoir qu'une action politique dans la durée soit nécessaire pour changer de cap (on nous a tellement habitués, il faut dire, à reporter *sine die* les lendemains qui chantent). On ne risque pas de leur proposer d'être acteurs des choix politiques !

Les ministres font donc le grand écart permanent entre des dossiers chauds, comme ceux sur l'emploi cette semaine, et le vague rappel des ambitions portées par François Hollande. Mais les mesures annoncées sont faites pour une prétendue opérationnalité immédiate – car il faut répondre à l'injonction médiatique : que faites-vous, là, tout de suite ?

Du côté des forces politiques de la gauche d'alternative aussi, peu d'expressions publiques concernent l'avenir et proposent un horizon. Ainsi, la communication du Front de gauche (par exemple celle contre l'austérité) et de ses composantes en reste le plus souvent à une vague référence, assez formelle, à un besoin d'autre chose. Or, la question de l'horizon pourrait être un discriminant important entre la gauche qui ne renonce pas à rompre avec le libéralisme et l'ensemble des forces politiques dominantes. Cela peut se décliner sur deux axes au moins : d'une part, pour souligner les contradictions entre les politiques mises en œuvre et la vocation des politiques,

telles qu'elles sont décrites dans les projets et les programmes des partis ; d'autre part, pour contribuer à unifier les luttes, les combats séparés, à travers des valeurs et une recherche communes, qui les désenclavent là où les libéraux souhaitent toujours diviser les citoyens. Bref : embrasser l'horizon, c'est mettre de côté les œillères qui empêchent de voir que beaucoup d'autres subissent les mêmes logiques et que des intérêts communs peuvent être partagés.

Pas d'utopie, pas d'espoir

Dans la continuité du déficit d'horizon, l'absence d'utopie et d'espoir caractérise aujourd'hui globalement le champ de la politique partisane, et au-delà. Pourtant, est-il absolument mécanique que la situation économique et sociale, les crises multiples qui font l'actualité interdisent de voir l'avenir dans des couleurs sombres ? On comprend que raisonnent ainsi les discours qui visent à justifier l'austérité : il paraît difficile de porter à la fois la réduction des dépenses ●●●

●●● et des services publics, l'augmentation des prélèvements fiscaux des classes moyennes pour combler la dette, et un avenir positif ! L'affichage d'un futur radieux serait aux yeux de beaucoup un élément cynique, un mensonge de plus. Ainsi, durant sa campagne électorale, le futur président de la République s'était attaché non pas tellement à ne rien promettre - il avait bien un catalogue de propositions ! - mais à ne pas proposer de voir l'avenir en rose.

À l'inverse, côté gauche, réhabiliter l'espoir a été durant longtemps, et devrait être, un puissant moyen de différencier la droite de la gauche. Un problème crucial concerne alors le langage politique, alors que trente ans de décervelage libéral ont largement amputé le vocabulaire de mots capables d'exprimer le besoin de transformation. Ainsi, Christian Salmon explique : « Face à ce cryptage des enjeux de la crise, repris en boucle par les médias, la gauche peine à trouver ses mots, louvoyant entre le "choc" et le "pacte", le "coût" et le "prix" du travail, les "charges" sociales et les "cotisations". Elle se révèle incapable d'opposer un récit de la crise alternatif au récit véhiculé par les médias. (...) Le changement ne se heurte donc pas seulement aux contraintes

budgétaires et européennes, il est prisonnier du langage, pris dans des filets rhétoriques tissés depuis trente ans par la révolution néolibérale. La gauche se trouve dans la situation de ces élites colonisées contraintes de traduire leur expérience dans la langue du colonisateur. Elle subit une forme d'acculturation néolibérale. Lorsque Pierre Moscovici qualifie de "révolution copernicienne" le ralliement du PS à la baisse du coût du travail, il confond révolution copernicienne et aller à Canossa. » On peut être d'accord, mais encore faut-il souligner

**Réhabiliter l'espoir
devrait être
un puissant moyen
de différencier la
droite de la gauche.
Un problème crucial
concerne le langage
politique, après 30 ans
de décervelage libéral.**

que le PS n'est pas la gauche, qu'il existe le Front de gauche, qui chemine pour proposer autre chose et d'autres mots.

On doit certes ne pas oublier qu'avec l'effondrement du soviétisme, la promesse de lendemains radieux a eu du plomb dans l'aile, et que la défiance envers les idées de transformation sociale, de révolution est allée de pair avec la défiance envers les idéaux. Mais précisément, l'enjeu pour la gauche d'alternative est de reconstruire le lien de continuité et la cohérence entre les luttes de résistance, la critique des politiques libérales, un horizon politique nouveau – auxquelles peuvent être rattachées des propositions de rupture – et une utopie qui seule peut ouvrir le champ à de nouveaux possibles.

Enfin, on ne peut taire qu'une telle approche se heurte aux freins qui tuent la politique : le refus de traiter de front la crise des formes traditionnelles de la politique et de la forme partisane, la crise de la représentation politique et, en définitive, le déficit d'innovation dans le champ de la participation directe des citoyens pour orienter les choix de société. Sans avancées sur ces terrains, la culture politique dominante, les logiques de dépossession continueront d'occuper tout l'espace politique.

● Gilles Alfonsi



Du commun dans les luttes

Dans la nuit de lundi 26 à mardi 27, les CRS ont débarqué au squat de Pacé près de Rennes, où les militants du Dal avaient mis à l'abri plus de 200 migrants, familles et enfants. Depuis 6 mois, la vie s'était organisée dans l'ancienne maison de retraite, des enfants étaient scolarisés dans les éco-

les de Pacé et de Rennes, des liens se sont tissés avec des habitants de Pacé.

Une impressionnante armada a encerclé le lieu pour empêcher les militants, prévenus par les divers réseaux, et arrivés sur le lieu vers 4h du matin, d'approcher les migrants pour leur donner un coup de main, déménager leurs maigres affaires, les rassurer et les accompagner ensuite à la préfecture. Seuls celles et ceux qui avaient dormi sur place ont pu être à leur côté.

Convoqués à la préfecture, les migrants ont été répartis dans différents lieux d'hébergement au quatre coins du département, la consigne, alors qu'ils portaient en taxi réquisitionné par le préfet, étant de ne pas en informer les militants présents.

La volonté de casser la solidarité et la dynamique collective qui s'est créée avec le squat de Pacé est évidente et écoeurante. Cela ne vous rappelle rien du côté de Nantes ?

C'est pourtant cette solidarité, et notamment le rassemblement de plus de 300 personnes le 7 novembre dernier au squat, ainsi que la manifestation organisée le 10 novembre à Rennes par le conseil des migrants, qui ont obligé le gouvernement, par la voie du préfet, à trouver pour chaque famille un logement provisoire. Car si tel avait été l'objectif depuis le début, la préfecture aurait dû, depuis longtemps, prendre contact avec les familles du squat pour leur proposer une solution de logement.

Lutter pour le droit au logement pour toutes et tous, promouvoir une gestion publique de l'eau, refuser l'aéroport de NDDL, empêcher le plan de licenciement à PSA la Janais, voilà de quoi occuper nos agendas en ce moment à Rennes.



Nous soutenons les réquisitions du DAL parce que c'est un moyen de se donner **le pouvoir** de répondre, au moins provisoirement, aux besoins de logement. À PSA nous posons la question de **qui décide** de la production et des investissements : les actionnaires, la famille Peugeot ou les salariés qui créent la richesse dans l'entreprise ? Avec les camarades du collectif eau nous portons l'exigence que dans la future régie ou la société publique locale du bassin rennais, les représentants des salariés et des usagers aient une **voix délibérative** dans le conseil d'administration à égalité au moins avec les élus. Nous avons déjà gagné la

sortie de la délégation de service public et la fin du contrat de Véolia. À NDdL, nous soutenons les militants et les habitants de la ZAD **qui n'acceptent pas que des élus, aussi majoritaires soient-ils,** nous imposent




un projet inutile économiquement, socialement et écologiquement.


Partout, constituons-nous en lieu de pouvoir.


● Sylvie Larue






 **Cerise noire.** La prise en compte des votes des militants UMP de Nouvelle-Calédonie, de Mayotte, de Wallis et Futuna est l'une des armes de destruction de Fillon contre Copé. En cas de guerre, les tirailleurs des pays colonisés par la France sont toujours bons pour le service et les réacs.

 **Cerise rouge.** Notre amie Jacqueline Rouillon, maire de Saint-Ouen, communiste unitaire et membre de la FASE, mérite bien qu'on accroche à son cœur et à son action un morceau de chiffon rouge à sa boutonnière (1) pour sa lutte opiniâtre et innovante pour le droit au logement. Dans la ville qu'elle anime avec l'équipe municipale, elle a imposé, depuis quelque temps, une charte aux promoteurs immobiliers les obligeant à vendre les logements neufs à un prix inférieur à 10 % au prix du marché et à une baisse supplémentaire de 10 % pour les Audoniens modestes. Quant aux logements anciens, la mairie utilise son droit de préemption dès lors que des propriétaires dépassent un plafond de vente évalué entre 3 000 et 3 500 €/m². Atteinte au droit de propriété ? C'est à voir. Atteinte au "droit" de spéculer ? Assurément. En tout cas, voilà une idée osée que nous devrions capitaliser dans d'autres municipalités. Et si nous la fédérions ?

 **Cerise pourrie.** Trente ans exactement après l'amnistie et la réhabilitation des généraux putschistes d'Algérie, le PS a l'esprit de suite. Jean-Yves Le Drian, ministre socialiste de la Défense, a en effet rendu, au nom de « *la tradition et de la continuité républicaine* » (sic) l'hommage de l'État au général Bigeard. En compagnie de Giscard d'Estaing, qui avait promu le vaincu de Diên Biên Phu secrétaire d'État aux combattus, il a inauguré à Fréjus la stèle d'un défenseur de la torture, ce « *mal nécessaire* », en Algérie. Le général putschiste Massu connaissait bien Bigeard (2) : « *Quand je suis arrivé en Algérie en 1955, je me souviens*

l'avoir vu en train d'interroger un malheureux avec la gégène (...). Je lui ai dit : "Mais qu'est-ce que vous faites-là". Il m'a répondu : "On faisait déjà cela en Indochine. On ne va pas s'arrêter ici !" » Et si, de notre côté, nous remettons sans attendre la Légion d'honneur à ceux qui ont désobéi durant les guerres d'Indochine et d'Algérie ?

 **Cerise jaune.** Incroyable, les dirigeants de Wendel, vont être obligés de payer les impôts qu'ils doivent à la société ! Trois des principaux dirigeants de cette entreprise d'actionnaires, dont Ernest-Antoine Sellière, ancien patron du MEDEF, membre également du premier cercle des donateurs de l'UMP et décoré de la Légion d'honneur par Sarkozy, sont l'objet d'un redressement fiscal lié à l'opération Solfur et au très lucratif mécanisme d'intéressement associé. Le fisc a estimé que le montage complexe mis en place par le baron-voyou avait pour seul but de différer et de diminuer au maximum l'impôt dû. Bref, une fraude fiscale avérée. Les trois tauliers, dont la pente naturelle est de voler la collectivité, se voient réclamer 200 millions €. De quoi les emprisonner pour décourager les autres, non ? Et de quoi payer, cotisations sociales comprises, 1 600 profs et 1 600 infirmières durant 1 an. Une peccadille.

 **Cerise mystère.**



Conférence de presse du porte-parole des forces armées de Côte d'Ivoire sur le lancement de l'opération Bicornes (intervention sur le territoire français pour déloger l'un des deux vainqueurs des élections à l'UMP).



● Philippe Stierlin

(1) Le Monde - 27 nov. 2012.

(2) Le Monde 2000 & France Culture, au micro de Patrick Gélinet.

L'“écosocialisme” du PG sera-t-il un nom commun, avec un débat ouvert ?

À l'occasion des Assises pour l'écosocialisme organisées par le Parti de gauche le 1/12/12 autour du projet d'un nouveau manifeste écosocialiste, voici une tribune de Jérôme Desquilbet, alter ekolo, qui argumente pour clarifier les termes du débat. *Cerises* accueillera volontiers d'autres points de vue sur ces sujets.

L'écosocialisme comme altermondialisme

Pour beaucoup, lors d'une rencontre en 2006 avec Michael Löwy du Réseau écosocialiste international, c'était nouveau d'entendre *anticapitaliste* et *écologiste* dans les mêmes phrases. Et au FSE d'Athènes la même année, des écosocialistes anglais proposaient de mettre en œuvre les tactiques des manifestations anti-guerre au service de la lutte contre le dérèglement climatique et de réfléchir à des actions internationales en justice.

À New York en 2012, les stations-essence sont contrôlées par l'armée après les ouragans d'octobre-novembre, et *Occupy Wall Street*, partie prenante de *Occupy Sandy Recovery*, nous montre les photos en disant : **voilà ce qu'est le dérèglement climatique, ce sont des ressources contrôlées par les militaires dans un univers de désolation.**

Le manifeste écosocialiste de 2006 met en perspective ce qui est un prolongement de la barbarie contre laquelle Rosa Luxemburg posait le socialisme en alternative. La guerre capitaliste contre la plus grande partie de l'humanité est devenue guerre totale contre toute forme de vie. L'écosocialisme est le nom donné à l'opposé et au dépassement de cette horreur.

Des clarifications nécessaires

1) L'esprit de compétition. Le site des assises est *ecosocialisme.com* (*commercial*) et non pas *ecosocialisme.org* (*organisation*) car le nom de domaine était déjà pris. Cette anecdote permet de rappeler que généralement les partis et organisations politiques se comportent trop souvent comme des boutiques en concurrence. Nous ne sommes pas des marques de lessive ! De gauche et écolos, le modèle de l'*entreprise* ou de la propriété industrielle n'est pas le nôtre pour nos propres organisations.

2) Républicains / démocrates. Clin d'œil provocateur mais réalité politique : pour beaucoup d'écologistes français-e-s, la *République* c'est l'étouffement des particularités régionales, la centralisation anti-démocratique, les colonies... Le PG doit donc être clair en la mettant en avant dans son triptyque *Écologie, Socialisme, République*. Quid de l'autonomie régionale ? De la liberté de circulation et d'installation ? De l'abandon du développementisme ? De la créolisation comme une chance ? Jusqu'où le légitimisme vis à vis de l'État ?

3) L'humanisme, la raison et le mythe du progrès. Ni la confiance dans le progrès, ni l'humanisme consacrant l'homme

maître d'une planète réifiée ne sont des valeurs écologistes. Dans *Écologie=X*, Charles Ruelle et Frédéric Neyrat expliquent la pensée d'Arne Næss qui, à l'*écologie superficielle* du « petit geste qui sauve la planète », du capitalisme vert et du recours à encore plus de technique pour nous sauver de la technique, oppose l'*écologie profonde*. Il est donc très décevant de lire sur le site *ecosocialisme.com* une critique aveugle de cette pensée par Arno Munster reprenant les mots des pires adversaires politiques de l'écologie (Luc Ferry & co) qui peignent si facilement en vert-de-gris ceux qui échappent à leur schéma de pensée technicien. Difficile de dissenter ici, mais il suffit de relire Fabrice Flipo (RiLi n°16) ou Frédéric Neyrat (*Biopolitique des catastrophes*). On peut aussi se rappeler de Heidegger dénonçant l'« *arraisonnement du monde* » par lequel l'homme veut tout soumettre à sa propre raison, en donnant l'exemple des forêts qui ne sont plus vues comme des forêts, des lieux portant leur propre sens, mais simplement comme des stocks de bois.

L'écologie-politique

Un autre manifeste, le *Manifeste pour les «produits» de haute nécessité*, explique :

« *Toute vie humaine un peu équilibrée s'articule entre, d'un côté, les nécessités immédiates du boire-survivre-manger (en clair : le prosaïque) ; et, de l'autre, l'aspiration à un épanouissement de soi, là où la nourriture est de dignité, d'honneur, de musique, de chants, de sports, de danses, de lectures, de philosophie, de spiritualité, d'amour, de temps libre affecté à l'accomplissement du grand désir intime (en clair : le poétique).* »

Et c'est bien de cela qu'il s'agit : camarades écosocialistes, **il faudrait peut-être s'aventurer au-delà du prosaïque.**

Le projet de l'écologie-politique ne peut être que celui d'une démocratie radicale au sein d'un cercle plus large que celui de l'humanité, débordant largement sur le reste de l'écosphère. Dans le but d'empêcher la domination de la biosphère sur le reste de l'écosphère, comme d'empêcher la domination de

l'humanité au sein de la biosphère, et comme d'empêcher la domination de quelques humains sur tous les autres.

Dans ces collectifs partagés, nous devons chercher la manière juste de représenter le non-humain. Sinon, *The Economist* continuera à titrer, en finissant par avoir raison (je traduis) : « *Les forces du marché pourraient se révéler les meilleures amies de l'environnement – si seulement les écologistes pouvaient les aimer* » (21/4/05). Car si ce n'est pas la démocratie et la justice étendues, c'est le marché qui donnera une valeur à notre vie. Et **le marché, lui, est radical depuis longtemps.**

Construire du commun

Nous avons appris à nos dépens qu'il ne suffit pas de lancer un appel et de lâcher ensuite des spécialistes des petits arrangements qui organiseront les autres à leur place. La lucidité devrait nous ramener à une détermination patiente, celle de prendre le chemin d'un processus constituant ouvert et innovant dans ses pratiques démocratiques, où les débats ont lieu publiquement, où les dissensus sont explicités avant d'envisager le consensus.

Et dans le même temps, nous devons rester cohérent-e-s et déterminé-e-s. Par exemple à NDDL, contre Grand Paris Express, partout où des Grands Projets Inutiles Imposés sont en préparation. Ce sont nos combats pour l'amélioration des conditions de vie de nos concitoyen-ne-s qui assoient notre crédibilité pour rassembler, et non pas nos discours.

Les assises de l'écosocialisme organisées par le PG sont l'occasion d'ouvrir un espace de débat, bienvenu. J'espère qu'*écosocialisme* y sera un nom commun, et non pas une marque déposée ; et que l'espace sera ouvert et non pas fermé.

● Jérôme Desquilbet



Τυροπιτάκια

Τι νέα (Quoi de neuf ?)

La télévision l'annonce en boucle : la Troïka UE-FMI-BCE a trouvé comment ramener la dette grecque à 124 % du PIB en 2020. L'ami Panagiotis s'en étouffe de rage : « *En fait, ce qui est momentanément sauvé, c'est... le système bancaire. 124 % du PIB, ça veut dire comme au début de "la crise", en 2009.* »

Pendant ce temps, le paludisme et la tuberculose sont de retour. Le nombre des suicides ne cesse d'augmenter même s'il fait moins la «une» des médias. On s'habitue à tout, surtout au pire. Dans les hôpitaux, les soignants manquent de tout et les familles sont priées d'acheter les médicaments qui font défaut. Et les pharmaciens ne pratiquent plus le tiers-payant car la Sécu accumule les retards de remboursement.

La vieille Eugénia qui, décidément, n'a pas le sens des réalités demande à tous les passants si « *c'est vrai que chez Marinopoulos, on fait 10 % de réduction sur les produits frais aux retraités et aux familles nombreuses ?* ».



● Gilles Boitte

Bienenstich

“Lebensqualität”

Le *Deutschland Magazin* pour lecteurs étrangers, a consacré un dossier à la “qualité de vie” allemande. Il y est certes fait allusion “pudiquement” au chômage - bonheur d'un jeune qui retrouve un travail -, au coût du logement - les grandes villes allemandes... loin derrière de grandes capitales et offrant une bonne qualité -, aux petits salaires - l'argent n'est pas tout dans la vie -, etc. Mais cette publication officielle présente surtout une Allemagne souriante : bien-être, verdure, engagement, innovation.

Bien différente est la situation que décrit la responsable berlinoise du syndicat DGB : « *Les Allemands connaissent déjà la société à deux classes : d'un côté ceux qui ont encore des boulots bien payés et des emplois stables, de l'autre les précaires qui stagnent dans les bas-fonds des petits salaires et ont décroché de la société. Il y a plus de 8 millions de personnes avec des petits boulots et à un euro [de l'heure], des centaines de milliers d'intérimaires et des millions de temps partiels non volontaires. En plus des retraité-e-s qui, malgré des dizaines d'années de travail ne s'en sortent pas. Et 6,6 millions d'Allemands pris au piège de l'endettement.* »



● Michèle Kiintz

COCKTAIL



1er Décembre

**JOURNÉE
MONDIALE
DE LUTTE
CONTRE
LE SIDA**

● **Égalité dans le droit à la santé, un enjeu fondamental de nos luttes.** Si le nouveau rapport de la Journée mondiale de lutte contre le sida indique des effets positifs lorsque'il y a accélération de la lutte génère des effets positifs, il demeure une inégalité criante devant l'accès aux soins, socialement et géographiquement.



● **Que partout fleurissent mille cabanes,** titre Utopia (1), Citant ironiquement J.M. Ay-

rault : « *Nous ne nous laisserons pas dicter une vision du monde qui n'est pas la nôtre !* » (2) cette « *coopérative politique écologiste* », réplique : « *Oui, une autre vision du monde existe ! Elle défend les droits fondamentaux, la préservation des biens communs, la défense et le partage des biens publics, le "bien vivre". Elle refuse la marchandisation du monde, l'illusion de la croissance infinie, le court termisme du profit ou des intérêts politiques locaux ; elle condamne une logique de politique publique à court terme, dépassée, dispendieuse et irresponsable qui impacte les biens communs de façon irréversible.* » Utopia invite à rejoindre la voix de la résistance qui, à N.D. Des Landes, « *s'est exprimée par l'acte symbolique de la réoccupation d'un bien commun de l'humanité, la terre agricole et la réserve naturelle riche de biodiversité. Des cabanes, faites de dons de matériaux et de partage de savoir-faire se sont érigées; elles sont devenues le symbole que la construction pacifique d'un autre monde est possible.* » Et d'inviter « *sur des sites symboliques comme autant de foyers de la résistance et comme autant d'exemples montrant qu'il est possible de construire ensemble un autre monde de fraternité, d'égalité, de sobriété joyeuse dans une harmonie retrouvée avec la nature* » à faire « *fleurir mille cabanes, porte-drapeaux de la résistance à une vision du monde qui n'a d'autre issue que la barbarie !* »

(1) Voir sur www.communistesunitaires.net, rubrique “Écologie”.

(2) J.-M. Ayrault le 21 novembre 2012 AFP

L'image de la semaine

- Et là, il me dit "un jour vos militants éliront démocratiquement le président de l'UMP ..."
 - Arrête... T'es vraiment trop con...!
 (Vu sur facebook)



● « **Vote historique** » pour le peuple palestinien. En réponse à François Asensi, député Fasse/Front de gauche, le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius a annoncé le vote «oui» de la France à l'admission de la Palestine à l'ONU comme État observateur. Dans une interview (1), Leïla Shahid, salue cette avancée, après et en entraînant d'autres en Europe. Elle évoque « *le triomphe du droit* », tout en soulignant les contradictions de l'UE « *désu-*



nie sur plusieurs questions internationales ». Malgré le caractère « *moyen-âgeux* » des sanctions des USA sur les agences onusiennes, comme l'Unesco, et les menaces de rétorsion d'Israël, elle veut garder espoir et pense « *qu'Israël a bien compris qu'elle a perdu une bataille diplomatique comme elle a perdu une bataille militaire à Gaza* ». L'Association France-Palestine Solidarité va dans le même sens en déclarant que « *l'admission de la Palestine, même comme État non membre, marquera la volonté de la communauté des nations de reprendre la main et de ne pas laisser l'occupant et l'occupé dans un face à face déséquilibré et destructeur.* » Il s'agit maintenant de continuer un « *combat multiforme pour qu'enfin le droit s'impose comme la seule base de règlement à un conflit maintenant vieux de plus de 60 ans.* »

● La **Fédération pour une alternative sociale et écologique** (FASE) a tenu le week-end dernier sa coordination nationale à Saint-Denis (93). Les textes adoptés et un compte rendu sont disponibles ici : <http://lafederation.org/> Nous y reviendrons dans nos prochaines éditions.

● **Tirer les marrons du feu pour le Capital.** C'est ainsi qu'Arnaud Montebourg conçoit le redressement économique, la sauvegarde du patrimoine industriel et des emplois. La nationalisation *temporaire* d'Arseelor Mittal, qu'il évoque pour une "remise en forme" avant de le céder à nouveau à un repreneur – avec, dicit *Les Échos*, le soutien de Guaino et de Borloo – revient à à renflouer ce qui est malade avec l'argent de nos impôts, pour le servir sur un plateau à un autre capitaliste – qui le cassera à nouveau ? Le capitalisme n'est pas capable de faire le plus difficile, sortir l'économie de la crise. La solution n'est-elle pas l'expropriation des gros capitalistes, la socialisation des décisions et des orientations ?



Cerises
 publication de l'Association des communistes unitaires.
 - Noyau -
 Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka, Zarz.
cerises@plateformecitoyenne.net
www.cerisesenligne.fr

(1) Lire sur www.comunistesunitaires.net, rubrique "Monde".